PRIME DE 1874.

Pour répondre aux nombreuses demandes qui lui sont adressées, l'Administration de *L'Opinion Publique* a décidé que toutes les personnes qui s'abonneront d'ici au 1er janvier prochain auront droit à la MAGNIFIQUE PRIME de 1874, pourvu qu'elles paient un semestre d'avance.

Pour ne pas priver du bénéfice de la Prime ceux de nos anciens abonnés qui ne se sont pas trouvés en mesure de régler au 15 Octobre, nous leur donnons avis qu'en payant, en même temps que leurs arrérages, \$1.50 pour un semestre d'avance, ils auront droit à cette Prime, supérieure de beaucoup à celles offertes jusqu'ici.

L'OPINION PUBLIQUE.

JEUDI, 23 OCTOBRE, 1873

LES DIFFICULTÉS DU NORD-OUEST.

Il y a plusieurs points noirs à l'horizon politique; celui qui surgit du côté de notre jeune colonie de Manitoba n'est pas le moins dangereux. C'est un nuage qui cache dans ses flancs des tempêtes d'autant plus sérieuses qu'elles touchent à deux sentiments toujours fiers, toujours entiers et qu'il est difficile, sinon impossible de diriger et de contrôler: le sentiment national, le sentiment religieux.

La population de Manitoba, pleine de sève et de vigueur, se divise en deux grands courants: les Métis français et les Métis anglais ou écossais—protestants. Quelques orangistes fanatiques du Haut-Canada sont allés grossir les rangs des Métis protestants et leur inspirer un zèle, un feu qui a plus de but politique que d'inspiration religieuse.

On connaît depuis longtemps le motif du Haut-Canada dans ses desirs primitifs d'annexion des Territoires du Nord-Ouest; il a toujours considéré ces contrées comme une annexe naturelle, où il espérait planter sa population et ses mœurs. Les hommes d'Ontario avaient en cela une pensée fort patriotique, à leur point de vue; c'était, à l'aide de cette nouvelle province, qu'ils voulaient faire toute anglaise et protestante, de contrôler avec plus de certitude les destinées de la Confédération dans le sens anglais et protestant. Pour eux, c'était donc une idée toute nationale.

On peut et l'on doit combattre cette tendance des gens du Haut-Canada, à deux points de vue: au point de vue politique; au point de vue essentiellement canadien-français.

Au point de vue politique, c'était un grand tort; ce sont surtout les *Grits* qui poussaient et qui poussent encore dans ce sens. Ils ne sont pas seuls. Les Conservateurs du Haut-Canada ont quelque peu favorisé cette tendance. Nous le répétons, c'est un grand malheur. Dans la Puissance du Canada, l'élément protestant compte presque pour les trois quarts, et il n'a rien à craindre de l'absorption française ou papiste. Non-seulement il est le plus nombreux, mais il est encore le plus riche et le plus actif.

Les hommes politiques d'Ontario ont, en entreprenant cette lutte de suprématie dans le Nord-Ouest, commis, à notre avis, une double faute: ils ont inspiré au reste du pays l'idée qu'ils veulent dominer dans la Puissance, et ce sentiment est également partagé par le Bas-Canada et les autres provinces. Ils ont, en outre, retréci leur politique; ils l'ont réduite à un misérable niveau sectionnel.

Feu Sir George E. Cartier, de si regrettable mémoire, qui voyait juste et de loin, voulait contrecarrer, amoindrir le mauvais effet de cette politique sectionnelle, quand il réussissait, en 1870, à donner à Manitoba, avec l'aide des libéraux du Bas-Canada, une constitution qui assurait aux Métis français la libre jouissance de leurs droits nationaux et religieux.

Depuis lors, tout marchait, tout fonctionnait passablement, quoiqu'un peu lentement. On entendait bien, par-ci, par-là, le grincement d'un rouage nouvellement ajusté; mais, en somme, tout le monde mettait l'épaule à cette roue du char lancé sur la voie, et la nouvelle constitution ne filait pas trop mal son petit bonhomme de chemin.

On ne prévoyait guère d'accident fâcheux lorsque, tout à coup, crac! le char s'embourba.

Lépine est arrêté, et Riel, traqué, s'enfonce, suivi de ses fidèles, dans les bois éloignés, ou traverse la frontière. On fait le procès de Lépine pour avoir participé au meurtre de Scott, mis à mort sous le gouvernement provisoire de Riel. Ce dernier proteste et invoque une amnistie promise et par le gouvernement fédéral et par le gouvernement impérial lors des négociations entre le

premier gouvernement et les délégués du Nord-Ouest, négociations qui aboutirent à l'acte de Manitoba. La population catholique française, secondée par quelques protestants de marque, se lève en masse et réclame la libération de Lépine et l'amnistie promise.

Ces événements soulèvent les tempêtes que nous signalions au début de cet article. C'est tout naturel. Mais ce qui n'est pas du tout naturel, ni logique, c'est l'attitude de la presse de l'opposition anglaise du Haut et du Bas-Canada, et de l'opposition française d'ici.

Le *Globe*, de Toronto, est enchanté de l'imbroglio; il espère que Sir John A. Macdooald a réellement promis l'amnistie; si tel est le cas, il entrevoit la mort politique de son ennemi dans le Haut-Canada. C'est du gouvernement grit d'Ontario qu'est partie l'offre, ou plutôt la mise à prix, au taux de \$5000, de la tête de ce pauvre Riel; la mesure était si populaire à Ontario qu'il ne s'est trouvé qu'un seul membre du parlement local assez courageux pour enregistrer son vote contre cette absurdité, absurdité d'autant plus inconcevable que les tribunaux de la *Province-Sœur* n'avaient pas juridiction à Manitoba.

Il n'en est pas moins vrai que la proclamation qui a suivi le vote de Toronto a causé beaucoup d'ennui à Riel et l'a forcé de s'éloigner momentanément de sa chère patrie et de ses fidèles Métis.

Le *Herald*, de Montréal, dans un article publié le 14 courant, n'est guère plus bienveillant. Il débute ainsi: "L'arrestation de Lépine, l'un des prétendus complices dans le meurtre horrible et si peu justifiable de Scott....."

Les journaux de l'opposition canadienne-française réclament à grands cris la proclamation de l'amnistie, et, admettant comme fait indéniable qu'elle a été promise par le gouvernement, ils menacent de leurs foudres les ministres pervers qui ne tiendraient pas la parole jurée. Comment ces deux demandes si opposées de l'opposition — l'une réclamant l'amnistie et l'autre la moudissant — peuvent-elles se concilier et avoir le moindre effet? — Auquel des deux cris le gouvernement voudra-t-il prêter l'oreille? — De quel côté est la justice, du côté de l'opposition haut-canadienne, qui veut qu'on venge le meurtre de Scott, ou du côté de l'opposition bas-canadienne, qui implore le pardon pour Riel, Lépine et autres impliqués dans les événements de 1869-70?

Il suffit de poser ces questions pour démontrer les erreurs et les dangers auxquels s'exposent les hommes ou les partis qui rapetissent les questions nationales pour n'y voir qu'un engin électoral, qu'un moyen de combattre des adversaires ou de faire tomber un gouvernement.

C'est certainement cet esprit de parti, ce fanatisme étroit des *Grits* du Haut-Canada qui retarde l'apaisement des passions et le règlement des difficultés dans le Nord-Ouest. C'est encore probablement ce fanatisme que l'on doit de voir le feu se rallumer à Manitoba.

Espérons, toutefois, que justice sera rendue, et que la paix se rétablira; espérons que les pêcheurs en eau trouble en seront pour leurs frais de mise en scène. Le gouvernement impérial, qui, seul, avait juridiction sur les Territoires du Nord-Ouest lors des événements de 1869-70; le gouvernement impérial qui ne connaît pas les petites misères et les petites passions de nos politiciens, saura interposer avec à-propos une amnistie impérieusement exigée par les circonstances, et qui, d'ailleurs, s'accorde presque toujours à la suite de chaque mouvement insurrectionnel. On a vu cent fois l'autorité royale s'exercer en faveur de coupables qui avaient pris part à des soulèvements beaucoup plus sérieux et moins excusables que celui du Nord-Ouest en 1869-70. C'est le dénoûment indiqué par le sens commun et la saine politique.

J. A. MOUSSEAU.

NOUVELLES POLITIQUES.

La *Minerve* et le *Mail* se prononcent en faveur de l'amnistie aux personnes compromises dans les troubles de la Rivière-Rouge en 1869, et l'on s'attend que le ministère fédéral réussira à l'obtenir très-prochainement du gouvernement impérial qui seul pouvait le promettre et peut maintenant l'accorder.

Riel, élu par acclamation dans le comté de Provencher, est en route pour Ottawa; il y sera peut-être arrivé lorsque nos lecteurs recevront notre journal. Le *Mail* lui conseille de ne pas prendre son siège dans les Communes avant que l'amnistie soit proclamée en Canada. On se demande si le fougueux tribun suivra ce conseil de prudence.

Sir Hugh Allan ayant été obligé de renoncer au contrat du Pacifique, un journal important de Toronto, le *Leader*, recommence à discuter la question du terminus de cette grande voie ferrée.

MARCHEZ, MESSIEURS!

Les étudiants en droit et en loi se réveillent de leur apathie; tant mieux!

Ils viennent de former sous la présidence de M. F.

Vanassa, jeune étudiant en droit de talents distingués, un club dont le but est de les familiariser avec les difficultés de leurs professions respectives.

La société est en pleine voie de succès et nous sommes certain qu'elle ne pourra que prospérer de plus en plus.

Les talents et le zèle de ceux qui sont à sa tête en sont un sûr garant.

MARIAGE.

Nous lisons dans les journaux de Trois-Rivières:

En cette ville, hier, 14 octobre, par le R. v. M. Gérin, frère du marié, E. Gérin, Ecr., avocat, M.P.P. et rédacteur en chef du *Constitutionnel*, à mademoiselle Marie-Agathe-Elodie, fille de Dominique Dufresne, Ecr., de cette ville.

Nous offrons à l'heureux couple nos meilleurs souhaits.

LE PREMIER GRENADIER DE FRANCE.

Aucun souvenir n'est plus étroitement lié au nom de la Tour d'Auvergne, dans les traditions populaires, que son titre de *premier grenadier de la république française*. Il y a, en effet, dans ce titre un mélange d'humilité et de grandeur qui, au premier regard, paraît convenir admirablement à ce héros modeste, chez lequel aux qualités éminentes du général s'allient si bien les qualités laborieuses et patientes du soldat; mais, à le considérer plus attentivement, on n'a pas de peine à y sentir quelque chose d'emphatique et de prétentieux, contrastant d'une manière fâcheuse avec la modeste simplicité qui, de l'aveu de tous ses contemporains, faisait le fond du caractère de ce vaillant homme. Aussi n'est-il pas sans intérêt d'apercevoir dans les pièces de l'histoire de la Tour d'Auvergne que ce titre, décerné par Napoléon, ne fut aucunement du goût de celui à qui il était destiné. Averti de cette nomination à effet par une lettre du ministre de la guerre, il s'en montra sérieusement affligé, et le témoigna hautement. Jamais il ne consentit à signer en cette qualité ses états d'appointements, et, frappé à mort bientôt après, on peut dire que sa mémoire a reçu le titre plutôt que sa personne.

"Je n'eus jamais plus besoin de consolations, écrivait-il à ce sujet à un de ses amis, que dans le moment où vous m'adressez des félicitations. Quelqu'un qui ne sut compter avec sa patrie que pour briguer l'honneur de la servir, et qui rangea toujours parmi les choses les plus indifférentes les éloges et les distinctions, pourrait-il ne pas être vivement affecté de voir attacher à ses faibles services un prix aussi énorme, aussi disproportionné? Supérieur aux craintes comme aux espérances, tout me fait un devoir de m'excuser d'accepter un titre qui, à mes yeux, ne paraît applicable à aucun soldat français, et surtout à un soldat attaché à un corps où l'on ne connaît jamais ni premier, ni dernier." Certes, voilà de nobles et fières paroles, et qui remettent involontairement en mémoire ces énergiques et austères citoyens des premiers temps de Rome. Dans une autre lettre, déclarant qu'il accepte avec reconnaissance le sabre d'honneur que le premier consul lui avait donné en même temps, attendu qu'il pense qu'on n'a mis cette arme entre ses mains que pour l'aider à conquérir la paix, la Tour d'Auvergne ajoute, avec le même esprit héroïque que dans la lettre précédente: "A l'égard du titre éclatant de premier grenadier de l'armée, comme cette palme du courage doit rester toujours flottante sur tous les guerriers français, tout me fait un devoir de m'excuser d'accepter un titre qui, sous aucun rapport, ne peut m'appartenir."

N'est-il pas juste que l'histoire n'oublie pas de mentionner, à côté du titre demeuré populaire, une protestation qui mériterait de l'être aussi, car elle corrige admirablement ce qu'on peut trouver dans ce titre de contraire au bon goût et à la modestie? C'est le guerrier sévère de l'armée du Rhin répondant au guerrier brillant de l'armée d'Italie.

LES CHINOIS.

Voilà un de leurs usages qui n'est pas si tartare que l'on pourrait le croire; nous en devons la connaissance aux missionnaires qui ont précédé de quelques siècles les chroniqueurs dans le Céleste-Empire. Le fils du ciel, autrement dit l'empereur, paye ses médecins tant qu'il est en bonne santé, il cesse de les payer quand il est malade. Je ne puis m'empêcher de trouver ceci assez naturel. Nous disons ici à nos médecins: "Rendez-moi la santé;" ils disent en Chine: "Empêchez-moi d'être malade." De cette manière le malade et le médecin ont le même intérêt, ce qui est un peu plus sûr. Ainsi un médecin chinois dira d'un de ses clients: "C'est un de mes meilleurs malades, il se porte toujours bien;" tandis qu'ici tel docteur de la Faculté riposte: "Voilà une admirable famille! le père a toujours deux pleurésies, bon an, mal an, la mère jouit d'une gastrite chronique, et les enfants sont toujours enrhumés." Je ne doute pas que Molière n'eût beaucoup préféré le système chinois au nôtre, et M. de Talleyrand, sans connaître sa provenance, l'avait adopté. Il avait en effet constitué à son médecin une pension viagère, viagère pendant la vie du malade et non pendant la vie du médecin, qui se trouvait ainsi le premier intéressé à porter le plus tard possible le deuil de son spirituel malade, parce qu'il devait porter en même temps le deuil de sa pension.

Un plaisant ayant épousé une femme fort petite, un de ses amis lui demanda pourquoi il n'en avait pas pris une plus grande.

—C'est, répondit-il, parce que, de deux maux, il faut choisir le moindre.